

LA RÉVOLUTION
ET
L'ORDRE CHRÉTIEN

par

AUGUSTE NICOLAS

OUVRAGE COMPLÉMENTAIRE DE *L'ÉTAT SANS DIEU*
DU MÊME AUTEUR

« Il faut que Dieu revienne s'asseoir au gouvernail. »
PLATON, *le Politique ou de la Royauté*.

Éditions Saint-Remi

– 2014 –

Éditions Saint-Remi
BP 80 – 3341 CADILLAC
www.saint-remi.fr

AVERTISSEMENT

Un seul jour a suffi pour que cet écrit paraisse un anachronisme. Hier, et dans une situation qui allait le justifiant de plus en plus depuis deux années, il était des plus opportuns. Aujourd'hui, je n'ai plus, ce semble, qu'à le suspendre comme un *ex-voto*, représentant l'imminence du naufrage, à l'autel de cette Providence auxiliatrice de la France, qui, deux fois et à des dates coïncidentes, l'a arrachée à la mort par l'homme de Sa Droite.

Le 24 mai 1871, la Révolution était forcée dans Paris par l'épée du maréchal Mac-Mahon. Le 24 mai 1873, devenue plus débordée et plus menaçante que jamais en passant dans les masses d'où elle semblait devoir tout engloutir, elle est rentrée, en un clin d'œil, dans le silence de la crainte et du respect, devant cette calme figure taillée en plein dans l'honnêteté, dans la force et dans l'honneur.

Et cependant je ne retire pas cet écrit. Je ne cherche pas à l'accommoder à l'événement, aux choses et aux hommes disparus ou nouveaux venus sur la scène. Je le donne *sans retouche*. Je me félicite même qu'il soit ainsi.

On dira que c'est un écrit de combat après la victoire. Mais cette victoire, qui est dans les faits et à la surface, est-elle dans les idées et dans le fond ? Quelle dangereuse illusion ce serait de le croire, et combien étroite et mobile est la base sur laquelle on l'appuierait ! Le mal est trop profond pour que le remède ne soit pas cherché plus haut. Non que je n'estime à toute sa valeur cet étonnant changement de Pouvoir, unique peut-être dans notre histoire, si féconde en changements, qui, plus radical que bien des révolutions, nous a arrêtés court sur la dernière pente de l'abîme sans toucher à la légalité et à la liberté, ou plutôt par leur exercice, et cela par une assemblée ! Je vois au contraire dans le mode d'avènement, autant que dans la direction de ce Pouvoir, un signe du Ciel à l'espérance. Quand une œuvre commence ainsi, elle se poursuit et elle s'achève. Mais à la condition de ne pas la laisser dévier ni se démentir, et de lui imprimer une marche ascension-

nelle. Or, à cet égard, tout reste à faire. Plus l'événement est extraordinaire, moins nous devons croire qu'il se continuera de soi, plus nous devons craindre de le voir dégénérer dans l'ordinaire de nos faiblesses et de nos divisions, plus nous devons en soutenir et en développer le bienfait. Le bénéfice de la nouvelle situation est de nous donner plus de confiance pour travailler au salut social, en nous faisant voir que nous n'y sommes pas seuls. Son danger serait de faire croire qu'elle nous en dispense, ou qu'il y faut moins d'ardeur.

Je me félicite pour mon compte de ne pas me trouver à l'épreuve de ce danger et d'avoir accompli ce devoir par avance. Je ne l'eusse pas fait peut-être aujourd'hui avec le même sentiment du péril ; et la vivacité de ce sentiment est d'autant moins à regretter, qu'une satisfaction relative porterait à s'en relâcher, alors que ce péril doit nous tenir encore et longtemps en vigilance et en union, pour conjurer son retour et achever le sauvetage. Nous sommes dans le chemin, et je m'efforçais d'y ramener. Mais tous les efforts qui se faisaient pour y ramener ne sont pas de trop pour nous y faire avancer, et l'impulsion que je me trouve y apporter est d'autant plus forte, que la situation d'où elle est partie était plus tendue.

La Providence, dont j'annonçais le secours dans les *raisons d'espérer*, et qu'il faut savoir confesser ici, a apparu soudain. Il faut l'en bénir. Mais ce n'est là qu'un arrêt et non une assiette. Les *raisons de craindre* sont conjurées pour le quart d'heure dans la situation ; mais non en elles-mêmes, non en nous, d'où elles ne tarderaient pas à reparaître, si ce changement qui s'est fait, en un instant, dans les choses, ne se faisait persévéramment dans les caractères et dans les cœurs. Cet écrit aura donc cette double opportunité, d'exciter notre reconnaissance en nous rappelant le péril social d'où nous avons été tirés, et d'imprimer à notre activité un élan plus vif pour achever de nous en tirer nous-mêmes en embrassant les *moyens de salut*.

Pour cela il suffit de se reporter à hier, de percer aujourd'hui légèrement le fond des choses, et de se préoccuper de demain.

Un mot maintenant sur cet écrit en lui-même.

On y cherchera peut-être une œuvre d'écrivain : on y trouvera plutôt un acte de citoyen. Non que l'honneur autant que l'intérêt d'un si grand sujet ne m'ait porté à joindre ces deux mérites ; mais, dans la difficulté souvent très-grande d'y parvenir, j'ai dû subordonner le premier au second. Il y a sans doute beaucoup de mon insuffisance ; mais il y a aussi de la faute des temps. L'inconsistance de l'esprit public est telle, aujourd'hui, qu'il est très-difficile de combattre des préjugés qui cèdent, il est vrai, mais pour se reformer tout aussitôt sous les coups mêmes qu'on leur porte, et de fixer des vérités dans un milieu qui se divise et les disperse en les recevant. C'est vouloir labourer la mer et semer dans la tempête. Cependant la vérité est tellement faite pour l'esprit humain, qu'elle fait l'esprit humain même ; et que, comme elle le fait, elle peut le refaire. Mais le procédé doit s'en ressentir. Nous ne sommes plus dans ces temps heureux où les esprits vivaient sur un fonds commun de vérités premières d'où ils n'avaient qu'à tirer des applications. On ne peut plus dire aujourd'hui, comme le *laboureur* de la fable à *ses enfants* : « C'est le fonds qui manque le moins. » C'est ce fonds précisément qui manque le plus. Tout est à refaire et à rétablir à la fois, et les applications et surtout les principes. De là des rappels et des insistances qui dérangent l'ordonnance et retardent la marche d'un écrit, et dont il faut qu'auteur et lecteurs prennent leur parti. Quelque art qu'on mette à varier les formes, une seule chose alors peut soutenir l'intérêt : c'est l'accent d'une conviction émue du double amour de la Vérité et du Pays, et qui, *en la lui redisant toujours, ne se répète jamais*.

Le *Delenda Carthago* de Caton, par sa fréquence même, avait fini par être éloquent.

Mai-Juin 1873.

Auguste NICOLAS.

PROLOGUE

Je terminais mon précédent écrit, *L'État sans Dieu*, par cette note : « D'après l'accueil qui sera fait à cet écrit, et si les temps le permettent, nous essayerons de dire, dans un second, les raisons de craindre et les raisons d'espérer, en précisant les moyens de salut. »

Je prenais là un redoutable engagement. Il a pu être taxé de présomption ; et cependant il m'a été inspiré par un tout autre sentiment : l'abattement ressenti à la vue d'un si grand mal, et l'obligation de ne pas y laisser le lecteur après l'y avoir plongé par cette désolante vue.

Telle est, en effet, la disposition présente, que la vérité frappe sans doute un grand nombre d'esprits, mais qu'elle ne les relève pas, et plutôt semble les abattre. En éclairant l'abîme, elle ne sert qu'à leur en faire mesurer la décourageante profondeur. Il en résulte le devoir, pour tous ceux qui mettent aujourd'hui la main à la cure publique, ne serait-ce que par des écrits, de ne dévoiler le mal et de n'en sonder les plaies qu'en y apportant l'huile et le vin de la guérison. Sinon, on ferait une œuvre néfaste, que ne saurait justifier le triste avantage d'avoir raison, et on ne saurait être quitte en disant : *À vous de décider.*

Si donc j'ai entrepris de découvrir et d'analyser dans ses causes, ses caractères et ses conséquences, le mal social d'où découlent tous nos maux politiques et nationaux, c'est que je prenais la responsabilité d'en indiquer le traitement et que je devais avoir confiance dans son efficacité.

Cette responsabilité, j'en sens tout le poids, mais elle ne passe pas cette confiance. Non, la France, si elle le veut, ne périra pas ; et elle le veut et voudra chaque jour davantage. Mais que de complications dans son état ! que d'inconnu et d'éventualités dans son avenir plus ou moins rapproché ! Comment oser évaluer les

chances, pronostiquer la marche, et encore moins assigner les moyens pratiques de son relèvement et de sa restauration ? Œuvre ardue autant que délicate, s'il en fut jamais, devant laquelle on se sent bien petit, et à laquelle néanmoins on est invinciblement porté par deux irrésistibles sentiments : le tourment de la chose publique, et la foi dans la toute-puissance du bien !

Pour m'assurer contre les difficultés qui se dressent devant moi, et m'autoriser auprès du lecteur, qu'il me soit permis d'interroger et d'énoncer mes titres.

Le premier de tous, hélas ! est le péril social, qui donne voix au conseil au premier venu qui peut s'y faire entendre ; et il n'a pas moins fallu pour me faire sortir d'une réserve que j'avais toujours gardée jusqu'à ce temps.

Cette réserve même, j'ose l'invoquer, car elle me fait une situation particulière. Je suis ancien et neuf ; ancien par l'âge, par l'observation et la réflexion, par la double application de toute une vie aux œuvres de la pensée et aux choses pratiques de mon temps ; et je suis neuf de tout parti pris, de tout antécédent politique, de toute influence de cet ordre subie ou exercée autour de moi : assez à proximité des affaires publiques pour les connaître, assez à distance pour ne pas y avoir d'engagement.

Pour m'orienter parmi toutes les complications de notre état présent, j'ai à ma disposition ce qu'il y a de plus assuré et de plus fixe, ce que sont les astres au navigateur, les principes. Grâce à cela, je suis libre, n'appartenant qu'à la raison et qu'au souci du bien public. Je me sens par là même accrédité ; parce que cette raison et ce souci, se trouvant à divers degrés chez tous, me font avoir des intelligences en chacun. Je m'appuie sur ce qui est commun et qui doit nécessairement rallier, et ce n'est qu'en parlant de là, et qu'en étendant et prolongeant les données des principes les plus reconnus jusqu'à leur application, que je procède. Ne pouvant laisser soupçonner en moi aucun arrière-esprit de parti, je ne saurais en soulever devant moi les résistances, et je

passé à travers tous par le privilège de cette exemption. Enfin, j'ai foi : cette foi humaine qui se puise dans la foi divine, qui participe de ses intuitions, de ses lumières, presque de son infaillibilité, et qui permet de dire : *J'ai eu foi, c'est pourquoi j'ai parlé.*

Dans ces conditions, je crois en effet pouvoir parler, et parler avec assurance, parce que si je parle à tous, c'est en quelque sorte au nom de tous, que je suis fort de la raison générale, que je ne me pose pas en oracle, et ne me donne que comme simple organe du sens commun.

Cette assurance est plus que jamais nécessaire. Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des affirmations. C'est une erreur de croire qu'il faut des ménagements et des tempéraments. La société, en effet, se partage en deux races : d'une part, les ennemis de tout ordre moral et social, qui ne respirent que sa destruction. Ce n'est pas à ceux-là qu'il faut ménager la réprobation. D'autre part, les tièdes, les timides, les incertains, les découragés : cette masse inerte de conservateurs qu'il s'agit de rallier et de ranimer. C'est là la partie du corps social sur laquelle il faut agir. Comment ? — Par des émoullients et des débilitants ? — Par des toniques.

Nous nous en allons d'anémie. Comme il arrive d'un tempérament dont le sang appauvri et vicié n'est plus maître des nerfs, ceux-ci l'emportent, et le malade est tour à tour en proie et aux convulsions et aux prostrations. En cet état, ce qui importe, c'est de raviver, c'est de tirer le bien de son engourdissement et de son atonie, c'est de rétablir sa circulation et de le remettre dans son empire. Et pour cela il n'y a que la vérité.

La vérité vous délivrera, a dit la VÉRITÉ même, et jamais peut-être cette divine parole n'a eu plus d'à-propos qu'en s'appliquant à une société qui périt de mensonge.

Et quand je dis de mensonge, je n'entends pas seulement ces cyniques énormités qui révoltent du moins ce qui nous reste encore de bon sens à force de l'insulter ; mais aussi et surtout ces

alliages, ces fusions, ces décompositions de vérités détrempées d'erreurs qui vont à nous faire perdre jusqu'au sens même de la vérité.

À cela, il n'y a de remède que dans la vérité entière, droite, pleine, forte, parlant de haut et allant au fond, la bonne vieille vérité, qui est ce qu'il y aura toujours de plus jeune, étant éternelle, et qui aujourd'hui, après l'éclipsé séculaire qui en a masqué l'éclat, se présente avec tout l'empire et tout le piquant de la nouveauté.

C'est à elle qu'il faut demander le salut par la solution de tous nos problèmes. Ce qui nous en reste ressemble à ces vieilles monnaies frustes, défigurées et rognées, où on ne reconnaît plus rien, et qu'il faut refondre et refrapper à sa souveraine effigie.

Il y a plus de trente ans, un publiciste étonnant, et cependant inconnu, auquel nous emprunterons maintes vérités qu'on dirait écrites pour l'heure présente, pour l'heure prochaine, s'annonçait ainsi : « À tous la vérité ! et rude et dure, comme elle apparaît après le règne prolongé du mensonge ! et forte et ferme, comme il la faut sous la menace de la catastrophe finale ! »

Ce pourrait être là mon épigraphe, et je proposé au lecteur de me suivre à cette nécessaire condition.

CHAPITRE I — CRITIQUES DE L'ÉTAT SANS DIEU. — JUSTIFICATIONS ET EXPLICATIONS.

Je sens d'abord le besoin de m'affermir sur le terrain déjà occupé par mon premier écrit.

J'ai dû attendre l'accueil qui lui serait fait, pour en avoir moi-même une idée exacte ; car le publiciste n'écrit pas pour lui seul, et, si convaincu qu'il soit de son propre sentiment, la justesse pratique de son écrit se mesure en définitive sur son effet, sur la moyenne élevée du public dont il dégage la pensée et avec qui il doit toujours marcher d'accord.

À ce point de vue général, l'accueil fait à *l'État sans Dieu* a été bon : tant malheureusement j'avais raison, et tant heureusement il y a de la raison encore !

Toutefois, cet accueil ne m'aurait pas entièrement rassuré sans la critique. Si soigneusement que soit dressée une thèse, on peut dire qu'elle n'est pas immuablement établie tant qu'elle n'a pas été à l'épreuve de la contradiction. Si elle est mal assise, la contradiction en a bientôt raison, et son auteur doit la redouter. Si elle porte sur le vrai, la même contradiction lui profite et la confirme.

Dans cette pensée, l'assentiment du grand nombre me satisfaisait moins que le silence de quelques-uns, à qui il appartenait plus particulièrement de prononcer, ne m'inquiétait. J'aurais voulu pouvoir aller moi-même au fond de ce silence, pour en recueillir l'aveu ou en recevoir, s'il y avait lieu, la leçon. Je sentais qu'il pouvait y avoir là une de ces résistances qui n'ont pas toujours la confiance de se produire, et qui n'en gardent pas moins leur secret empire sur les esprits. Heureusement, ce qui m'était ouvertement refusé m'est arrivé par des communications privées, dont la bienveillance a droit à ma discrétion, mais dont le bénéfice m'appartient.

Ce bénéfique, je peux donc en disposer et en faire profiter la vérité, en soumettant la critique elle-même à la discussion, avec tous les égards dus à des objections qui rachètent ce qui peut leur manquer de fondement par ce qu'elles ont d'autorité, autant qu'il peut y avoir d'autorité qui ne s'efface devant la première de toutes : celle du vrai.

Ce sera en même temps une étude, j'ose dire définitive sur la Révolution dans ses sources, qui nous permettra de mieux en apprécier les dérivations.

I. QU'EST-CE QUE LA RÉVOLUTION ?

« Vous avez, a-t-on bien voulu me dire, admirablement choisi et très-éloquemment traité votre sujet ; mais comment, ayant à instruire un si grand procès, celui d'un mal qui dévore l'Europe autant que la France, et tous les siècles autant que le dix-neuvième siècle, le réduisez-vous aux étroites proportions d'un procès à la révolution française ? Si ce n'était qu'un défaut de proportion, il serait aisé d'en prendre son parti. Mais c'est malheureusement bien autre chose pour les trois quarts de vos lecteurs possibles, et vous réduisez par là votre public, universel quand il s'agit de vos études sur le Christianisme, à devenir très-restreint lorsqu'il s'agit de vos études sur 89. Est-ce qu'il ne serait pas plus simple, plus vrai, plus fructueux de défendre Dieu et la vérité, sans y intéresser directement la révolution française ?... »

À cela, voici ma réponse : Je n'avais pas à défendre *Dieu et la vérité* en soi. Je ne suis pas ici apologiste, je suis publiciste, c'est-à-dire traitant du mal social. Ce mal, quel est-il ? L'élimination de Dieu, sans qui il n'y a plus de société. Mais, dans tout mal, il y a l'effet et la cause. Ce n'est là que l'effet. Quelle est la cause ? Est-ce désuétude, oubli, abandon, simple impiété privée ? N'est-ce pas conjuration, haine et guerre sociale, s'autorisant d'un principe public nouveau et inouï dans l'humanité, à savoir que Dieu n'a rien avoir dans les affaires temporelles des nations ? D'où date ce principe ? Comment se nomme-t-il ? Nos oreilles sont assourdies

de cette date, de ce nom, et ce n'est pas moi qui les ai imaginés. Partout et sous toutes les plumes, hostiles ou favorables, radicales ou conservatrices, nous lisons : *Depuis 80 ans*, LA RÉVOLUTION se nomme elle-même. Toute une race en fait son cri de guerre. Toute société d'honnêtes gens en est glacée d'effroi. Entre deux il n'y a que l'équivoque, et au point où nous en sommes, ce n'est pas l'équivoque qui nous sauvera. Je n'ai donc pas à me justifier d'avoir fait le procès à la révolution, qui fait elle-même le procès à la société, et je l'ai fait d'ailleurs, on l'a vu, en compagnie non suspecte. S'il ne s'agissait que d'une récrimination rétrospective, je me serais attardé dans une banale superfétation, j'aurais eu tort. Mais non, je laisse *les crimes* de la révolution où ils sont pour jamais : aux gémonies de l'histoire. Je ne me suis attaqué *qu'au crime* de la révolution, mal continu, présent, croissant, sous le coup duquel nous sommes, qui dévore à l'avance notre lendemain, *qui dévore l'Europe autant que la France*, comme on le dit justement ; mais par le privilège inaliénable qu'a la France d'influer sur l'Europe et de lui faire sentir et dire : LA RÉVOLUTION, comme autrefois, parlant de Louis XIV, l'Europe entière sentait et disait LE ROI.

Pour que l'objection fût logique, il ne faudrait pas qu'elle se bornât à me reprocher d'avoir fait le procès à la révolution : il faudrait aller jusqu'à nier la révolution comme je l'entends, comme mal social datant de 89, source de toutes nos révolutions depuis cette époque, grossissant et grandissant de couche en couche sociale et nous menaçant d'une finale destruction : contre le sentiment universel et la brûlante évidence du fait même, il faudrait dire que je rêve, que je m'attaque à un pur fantôme, que LA RÉVOLUTION n'est pas.

Eh bien ! on va jusque-là.

On va plus loin s'il est possible. On affirme et on nie à la fois la révolution. On l'affirme comme bien, on la nie comme mal. Comme bien, c'est une *époque* qui se poursuit, et d'où dateront à jamais les conquêtes de la civilisation. Comme mal, ce n'est qu'un

événement tombé dans le domaine de l'histoire, avec tous les crimes et toutes les horreurs qui l'ont déshonoré, et dont on n'a plus à s'occuper.

De tous les équivoques et de tous les sophismes dont notre siècle abonde, je n'hésite pas à dire que celui-ci est le plus faux et le plus pernicieux.

Il faut à tout prix l'extirper, et c'est ici que la vérité doit avoir toute sa franchise.

Ce n'est pas moi qui m'élèverai contre les réformes introduites (non conquises) en 89. J'en suis. On connaît déjà à cet égard mon sentiment et je vais y revenir. Qu'il me suffise de dire ici que je ne suis pas moins jaloux de ces réformes que mes adversaires, non par conversion comme plusieurs d'entre eux, mais par caractère.

Mais la Révolution ! mais ce minotaure, qui va, depuis 89, dévorant les générations, qui n'a plus laissé debout ni trône ni palais, qui rugit, à l'heure qu'il est, autour de nos autels et de nos foyers, qui fouille et défonce le sol même : dire que ce n'est qu'un fantôme ! Vraiment ! cela passe ce qu'on a dit de l'Enfer, que *son suprême artifice est de se faire nier*.

Et comment s'y prend-on ? Il est curieux de voir par quels procédés, trop caractéristiques de notre époque, l'erreur va se loger dans les intelligences les plus hautes, dans les cœurs les plus nobles, et se les convertit, du moment qu'ils consentent à composer avec elle.

« Est-ce que c'est 89, dit-on, qui a inventé la révolte contre l'Église, la spoliation du clergé, la guerre au pape ? Est-ce que toutes les annales de tous les peuples ne sont pas pleines des mêmes fermentations de ce même levain qui n'est autre que le péché originel ? Dès qu'il y a eu deux hommes sur la terre, l'un des deux a été aussitôt révolutionnaire, par jalousie et par convoitise, exactement comme les révolutionnaires nos contemporains.

Il n'y a pas plus de perfectibilité indéfinie dans le mal que dans le bien ; Vermesch ne dépasse point Caïn, et le P. Ollivain ou le P. Captier sont la fidèle reproduction d'Abel..., etc. »

On voit la thèse : elle consiste simplement à fondre le mal révolutionnaire dans le mal perpétuel et universel, et à me renvoyer à Adam, en me mettant sur les bras tous les maux qui ont été les suites de sa faute.

Je ne répondrais pas, tant les esprits sont dévoyés, que cette thèse ne trouvât faveur auprès de beaucoup d'intelligences. Ce qui est certain, c'est que je l'ai entendue sortir des bouches les plus autorisées. Mais il faut dire aussi, sans suspecter l'incontestable bonne foi de plusieurs de ses partisans, que, si elle a fini par les persuader, elle est d'abord entrée chez eux par une préoccupation et par un regrettable esprit : une préoccupation d'antagonisme, et un esprit d'école.

Une intelligence libre de l'un et de l'autre ne saurait s'en contenter. Elle a ce caractère de toute erreur si justement défini par Bossuet : « Une vérité dont on abuse. »

Sans doute, le mal a toujours et partout exercé ses ravages dans l'humanité, et il serait oiseux de discuter, comme on le fait trop souvent, sur le plus ou le moins de crimes à la charge de l'ancien ou du nouveau régime. J'accorderai, sur ce point, pour aller au but, tout ce qu'on voudra. Ce n'est pas de la somme, c'est du *caractère* du mal qu'il s'agit, bien que *ce caractère* finissant par prévaloir doive entraîner la somme jusqu'à la submersion totale dont nous sommes menacés.

Or, qui ne voit, à cet égard, qu'autre chose sont les vices, les crimes, les désordres, les renversements causés par les passions humaines violant toutes les lois, — mais sans les nier, leur rendant même l'hommage de l'expiation, — et toute autre chose le mal doctrinal et systématique s'érigeant lui-même en loi ?

Dans le cours naturel des choses, si tourmenté qu'il ait été, le bien avait cet avantage, depuis le christianisme, qu'il avait pour lui la loi divine, la loi morale, dont la céleste notion brille dans l'Évangile, et dont l'action civilisatrice s'est exercée graduellement sur le monde par la souveraine institution de l'Église. Le monde, tout en violant partiellement cette loi, tout en résistant individuellement à son action, en subissait l'influence générale, et quand elle ne le réformait pas, il était du moins convaincu par elle d'iniquité et en portait la honte. Elle régnait ainsi sur tous par la foi dont elle était l'objet, et par la puissance qu'on lui reconnaissait d'inspirer le bien et de stigmatiser le mal. Le principe vital des sociétés, la doctrine et l'autorité, était sauf.

Mais du jour où, s'élevant dans l'ordre supérieur où régnait ce principe, le mal s'est attaqué à l'autorité doctrinale qui en était comme le pivot ; du jour où fut inauguré, à la place, le principe subversif de l'insurrection contre l'Église et contre le Ciel ; de ce jour la société européenne fut arrachée à sa base, toute autorité terrestre fut atteinte dans l'autorité céleste. Le droit s'évanouit. Les trônes, les États, la famille, la propriété chancelèrent, et n'eurent plus pour eux que ce qui achevait de les ruiner, en les soutenant pour un temps, la force, qui appelle la force ; le despotisme, qui appelle l'anarchie ; la révolution par en haut, qui appelle la révolution par en bas ; et tout fut livré à une brutale collision.

Le mal dès lors a changé de condition : de crime de *la main* ramené sous la loi, il est devenu le crime de *l'idée* ; de simple *fait* réprouvé, il s'est inauguré principe, loi lui-même et gouvernement. Ce vil bâtard a prétendu se légitimer, plus que cela, se déifier, et d'humain il est devenu titanique. On n'a plus eu dès lors, comme avant, des perturbations : on a eu la Révolution. Le virus de cette nouvelle maladie a été inoculé au cœur même des choses, a infecté la source des générations, est devenu chronique dans ses tendances, périodique dans ses accès, croissant dans sa marche.

Sans doute, de tout temps, Caïn a opprimé et tué Abel : mais on m'accordera que jusque-là il ne l'avait pas opprimé au nom de

la liberté, ni tué au nom de *la fraternité*. C'était un assassin de droit commun qui l'est devenu de droit public. Pour retrouver ce type de criminalité, il faut remonter plus haut qu'Adam, jusqu'à celui-là qui fut « homicide dès le commencement¹, » et non-seulement homicide, mais docteur en homicide. C'est là le Révolutionnaire : c'est en cela que *Vermesch dépasse Caïn*. Celui-ci disait : « Mon iniquité est trop grande pour que j'en obtienne le pardon². » Celui-là se glorifie de son iniquité et se pose en *progrès*. Progrès, en effet, qu'on ne peut méconnaître ; mais progrès sur le mal connu déjà.

Non, le mal révolutionnaire n'est pas seulement une suite du péché originel, comme tout mal ordinaire, il est plus : il en est une *récidive*. C'est l'Esprit de Révolte faisant tomber, non plus l'homme seulement, mais une nation, et détachant de Dieu une société en masse. L'idée et le sentiment de la Divinité ont surnagé toujours et partout dans le déluge des maux sociaux : le repentir, l'expiation, le sacrifice, le culte, ont toujours et partout confessé la dépendance humaine. Dieu inconnu, *tout était Dieu*, y compris ce *Dieu inconnu* lui-même ; et du jour surtout où, sortant de cet inconnu, le vrai Dieu avait repris son empire sur la terre, le mal, si grand qu'il fût, avait reçu un frein, que son écume même honorait en le blanchissant.

Pour la première fois, une nation s'est élevée sciemment contre Dieu, contre Dieu connu, en pleine lumière de sa connaissance. De toute la hauteur du ciel chrétien elle s'est précipitée dans l'athéisme.

Le mal alors s'est mis hors de page, et le crime s'est fait droit, *jusque datum sceleri*. C'est là la Révolution : péché originel de ce siècle.

II. EST-IL VRAI QUE L'ÉTAT SOIT ATHÉE,

¹ Jean, VIII, 44. 2.

² Genèse, IV, 13.

ET QUE CE SOIT LÀ LA MARQUE DE LA RÉVOLUTION.

On m'a contesté que l'État fût athée. On m'a rappelé qu'au plus fort de la révolution, Robespierre proclama l'Être *Suprême*, et que, depuis, les gouvernements issus de la révolution ont reconnu les cultes et se sont même liés au catholicisme par le *Concordat*.

Je n'ai pas dit que l'État fût athée par profession, mais par abstention. J'ai dit : l'État *sans Dieu*, et tout le monde a reconnu que j'avais dit vrai. J'ai dit plus : l'État hostile au culte de Dieu ; reconnaissant les cultes, patronnant même les cultes dissidents, mais jaloux, entravant, contestant et souvent opprimant le seul culte vivant et véritable en même temps que national ; choyant les libres penseurs et les athées, et pourchassant les *cléricaux* ; conspirant la restriction, la diminution, la diffamation du Catholicisme dans ses œuvres, ses manifestations et ses institutions ; resserrant la liberté du bien et élargissant la liberté du mal : pratiquant en un mot la politique de Julien, en préparant celle des Dioclétien et des Néron populaires. Je l'ai dit, et on n'a pu encore le méconnaître.

Est-ce que l'État peut faire plus ? Est-ce qu'un État quelconque peut professer l'athéisme doctrinal et supprimer Dieu entièrement sans s'effondrer sur l'heure ?

Sait-on par quel sentiment Robespierre proclama l'Être Suprême ? L'épouvante où l'avait jeté, lui et ses pareils, le vide de Dieu qu'eux-mêmes avaient fait. « Les Montagnards de la Convention, — dit M. Edgard Quinet, d'après les mémoires inédits du conventionnel Baudot, — furent épouvantés en face du néant de croyance qui s'ouvrit subitement devant eux. Un inconnu formidable, une nation sans culte, sans foi, sans Dieu, se dressa pour la première fois devant eux. Il y eut un moment où les plus hardis sentirent un vrai frisson qu'ils ont appelé l'effroi moral. » On en douterait peut-être ; je vais les citer eux-mêmes³... »

³ *La Révolution*, par Edgard Quinet, 6^e édition, t. II, p. 109.

Les terroristes terrifiés eux-mêmes du monstre qu'ils avaient vomé !

Le flot qui l'apporta recule épouvanté.

Il ne faut pas leur tenir plus compte que cela, à eux et à tous les gouvernements qui procèdent de la Révolution, de ce qu'ils ne sont pas ouvertement athées. Il leur faut un peu de Dieu pour se soutenir et s'élever contre Dieu même. Dieu n'en est pas moins pratiquement l'objectif de la Révolution, à travers toutes ses évolutions politiques dont elle fait toujours bon marché pourvu qu'on lui accorde cette grande proie. Et de là vient la monotonie de nos gouvernements successifs, se renversant les uns les autres pour des causes qui sembleraient devoir amener chaque fois un régime tout différent du précédent, et qui, sous les noms les plus tranchés, reproduisent et poursuivent la même guerre. Quoi qu'il arrive dans le jeu, c'est toujours cette même carte qui retourne.

Il faut reconnaître toutefois une différence : celle du progrès. *L'Internationale* et la *Commune* eussent fait pâlir Robespierre et Danton.

Aussi la Révolution fait-elle aujourd'hui le procès à ses ancêtres, et s'affirme-t-elle plus résolument contre Dieu. Elle veut en finir, dût y périr la société. Et pour cela elle n'a qu'à se réclamer de son principe.

« Les terroristes eurent peur, dit M. Edgard Quinet, il leur a manqué la grande audace. Ils n'étaient pas hommes à déplacer le dieu Terme du moyen âge... En concluant à l'abolition de la religion, les Girondins dépassèrent les Jacobins de vingt coudées. La république *classique* de Robespierre ne pouvait rien comprendre à cet effort populaire d'abolition *qui était* LA RÉVOLUTION MÊME... Sans doute c'est une question de savoir si une nation peut vivre sans religion. L'immense intervalle que les philosophes ont eu tant de peine à parcourir en plusieurs siècles, le peuple le franchira-t-il en un jour ? Il l'a du moins tenté : *Ce sera là éternellement* LA

MARQUE SOUVERAINE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE⁴. »

Voilà le vrai.

III. QUE CETTE MARQUE D'ATHÉISME SE RETROUVE À TOUS LES DEGRÉS DE LA RÉVOLUTION PARCE QU'ELLE EST DANS SON ESSENCE. — SA DIFFÉRENCE EN CELA DE LA RÉVOLUTION ANGLAISE.

Vainement chercherait-on à rejeter ce caractère sur *l'excès* de la révolution, en faisant remarquer qu'il y a loin à cet égard de 1789

⁴ Edgard Quinet, *la Révolution, passim* — Dans ce procès de faiblesse pour avoir reconnu Dieu, fait aux terroristes de la Convention par les révolutionnaires de nos jours, on pourrait cependant invoquer en faveur de ceux-là quelques circonstances atténuantes. Outre « l'effroi moral, » pardonnable à la vue d'une nation qui sombre dans le néant, n'est pas athée qui veut ; et on est croyant de peur et de haine, quand on ne l'est pas de crainte et d'amour : *Et Damones ipsi credunt et contremiscunt*. Et puis, comme le disait alors Camille Desmoulins : « Les rois sont mûrs, mais le bon Dieu ne l'est pas encore. » Aujourd'hui c'est différent : Dieu est venu à maturité. Enfin il faut reconnaître que les terroristes ont bien travaillé, à en juger par le tableau qu'on nous fait de l'état où ils se trouvèrent après la mort du Roi, lorsque, dans le vide de toute croyance en eux et autour d'eux, ils se renvoyaient les accusations et les menaces de mort les uns aux autres : « Ce dialogue des Euménides continuait pendant des journées entières. D'un côté, la fureur de Danton, l'ironie de Robespierre, le sifflement de Marat, tout cela déchaîné à la fois ; de l'autre, l'indignation de Pétion, la véhémence de Vergniaud, le désespoir de Buzot, la fougue de Barbaroux, les morsures de Guadet et de Gensonné. On vit une fois un des membres de la droite, Duperret, s'élançant l'épée nue contre la gauche : il allait frapper, quand il se réveilla comme d'un songe. » Et M. Edgard Quinet, qui les accuse d'avoir reconnu Dieu, me paraît les décharger de cette accusation et y prêter lui-même dans l'explication qu'il donne de ce Pandémonium : « Ils avaient beau jurer qu'ils disaient vrai, à leurs serments manquait le grand témoin. Leur assertion ne trouvait pas d'écho dans la conscience d'autrui. On eût dit qu'il manquait entre eux le Dieu qui, chez tous les autres peuples, avait donné la force, l'autorité, la sanction à la parole humaine. » (*la Révolution*, t. I, p. 351-352.)

Tant il est vrai que l'abolition du culte de Dieu est LA RÉVOLUTION MÊME, et que la poursuite de cette abolition SERA ÉTERNELLEMENT LA MARQUE SOUVERAINE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE !

à 1793, et de la Constituante à la Convention.

Il y a loin dans *le fait*, je le veux bien ; et encore ! mais, dans le principe et la tendance, non. C'est l'*excès*, comme on dit : et par là seul on prend condamnation ; car de quoi est-ce l'excès si ce n'est d'une même chose ? J'en appelle à tous les témoignages historiques et moraux de l'époque ; j'en appelle à Burke, dénonçant dès le commencement « cet esprit ardent d'athéisme distillé à l'alambic de l'enfer qui est en ce moment, disait-il, dans une si furieuse ébullition en France. »

Du reste voulez-vous le saisir à son introduction dans l'ordre politique et social ? Ouvrez ce décalogue de la révolution, la *Déclaration des droits de l'homme*, qui n'est que l'abolition des droits de Dieu, et parmi ces fameux *principes*, vous trouverez celui-ci transporté du *Contrat social* : — Article 6. — « La loi est l'expression de LA VOLONTÉ *générale*, » — non pas du droit, de la justice, de la raison, des rapports qui résultent de la nature des êtres ; toutes choses qui ne dépendent pas de nous, et desquelles nous dépendons ; — mais de LA VOLONTÉ de l'homme. Je sais bien qu'il est dit : *de la volonté GÉNÉRALE*. Mais pour être générale en est-elle moins *humaine* ? Le nombre, si grand qu'il soit, change-t-il la nature des êtres dans lesquels il se concrète ? Cela, au contraire, est pire. Le despotisme ancien et l'antique tyrannie, qui n'auraient jamais osé s'afficher à ce point, étaient au moins saisissables. On pouvait s'attaquer à eux. Mais comment s'en prendre à *la volonté générale* ? C'est une abstraction mensongère, qui ne profite qu'à la volonté particulière de ceux qui la font jouer, et qui, sous le couvert de cette absurde souveraineté du nombre, se prête à la plus effrayante tyrannie qui ait jamais paru : la tyrannie *anonyme*.

Voilà la Révolution dans son germe et, si j'ose ainsi dire, dans son œuf. Ce n'est pas dans tels ou tels excès qui devaient fatalement et rapidement en sortir qu'il faut la reconnaître avec ce caractère athée que nous dénonçons : ce n'est pas dans la Convention : c'est dans la Constituante même, dans 89.

Qui ne sait d'ailleurs que la Révolution française est sortie de la philosophie du dix-huitième siècle, et n'est que cette philosophie même de révolte et d'impiété venue *aux affaires* ?

Si l'on veut en saisir la genèse, il faut la voir, hérétique dans Luther, philosophique dans l'*Encyclopédie*, politique dans la Constituante, et sociale dans l'Internationale et la Commune de nos jours. C'est le même esprit de négation et de révolte se transformant et grandissant jusqu'à entière destruction.

Mais elle ne s'est faite *gouvernement* qu'en France et en 1789, parce qu'elle n'a plus été seulement dans les doctrines et dans les idées, et que, pour la première fois, elle a pris possession *des choses*. Elle a voulu en exclure Dieu, et, après soixante siècles d'adoration, faire échec à ces vieux Oracles, visés par Suétone et par Tacite, qui conféraient à jamais l'empire du monde à son Rédempteur.

On chercherait vainement dans les fastes de l'humanité une tentative pareille à celle-là ; un système de gouvernement fondé sur l'indépendance humaine et sur la révolte, non contre telle ou telle forme de l'autorité, mais contre le principe de l'autorité dans son essence, contre la nature et contre Dieu.

La Révolution française a semblé cependant à certains esprits avoir dû trouver sa garantie dans un précédent analogue accompli cent quarante ans avant : la révolution anglaise de 1649. Les deux drames se ressemblent, en effet, dans leurs principales scènes. D'où vient donc la différence si grande des dénouements ? d'où vient que la première s'est arrêtée court, et que la seconde se poursuit, grandit toujours et paraît devoir tout engloutir ? D'où vient que celle-là n'a été qu'une révolution et que celle-ci est la Révolution ?

Un mot suffit à l'expliquer : la révolution anglaise a été l'effet du fanatisme religieux ; la Révolution française a été l'effet du fanatisme athée.

Sans doute, beaucoup de traits de licence et d'anarchie se rencontrent dans la première et ont été éloquemment relevés par Bossuet comme les suites du schisme de Henri VIII et de la révolte contre l'Église ; mais ces traits se sont produits *en dedans*, si je peux ainsi parler, tandis qu'en France ils ont fait explosion *en dehors* du principe religieux. La faction dominante en Angleterre était celle des *saints*, dont l'*inspiré* Cromwell était le chef *en-Dieu*. C'était une *république théocratique*, dont le Protecteur était *lieutenant général de Dieu*, et la liberté y était *hiérarchique* sous la puissance unique du Ciel. Enfin c'est de la plume du secrétaire même de Cromwell et de l'apologiste du régicide qu'est sorti ce religieux poème du *Paradis perdu*, où cette puissance du Ciel est si foudroyante contre le grand Apostat qui ose la braver. La révolte anglicane avait brisé bien des jous ; mais elle portait encore celui de Dieu, que le philosophisme français, plus logique et plus emporté, avait jeté loin de lui⁵.

Le trait commun aux deux révolutions, c'est que, dans l'une et l'autre, une tête de roi tomba. Mais qui ne voit que le gouffre creusé sous l'échafaud de Louis XVI devait être bien autrement profond que celui qui se fit un moment sous le billot de Charles I^{er} pour se refermer presque aussitôt ?

Ici ce fut un roi : là ce fut le Roi, la Royauté même qui disparut ; le trône même, l'institution, le pouvoir, tout pouvoir. Et pourquoi ? Parce que la mort de Louis XVI fut l'exécution dans sa personne, non d'un individu, non d'une race, mais d'un principe, du principe social, religieux, divin : l'exécution de Dieu en effigie dans son représentant ; un déicide, en quelque sorte, dans

⁵ On a dit que Milton avait pris les traits de son Satan dans les révolutionnaires anglais. Cela doit être ; car l'hérésie le renfermait et en était l'ouvrage. Mais où a-t-il pris les foudres et les accents divins par lesquels il le renverse et le précipite ? Il ne les aurait pas trouvés dans cet esprit d'athéisme auquel Burke opposait avec tant de confiance l'esprit religieux de l'Angleterre, et que Bossuet, dans le tableau de la révolution de celle-ci, ne laisse entrevoir que comme le résultat futur de l'hérésie.

un régicide. L'unique crime de Louis XVI fut d'être roi ; il faut ajouter roi chrétien ; car il ne mourut pas moins pour la conscience et pour la foi : et de là vient qu'il gardera éternellement l'auréole de *Roi-Martyr*. C'est bien de cette mort qu'on peut dire, avec Shakespeare : « Un crime fait-il disparaître la Majesté royale ? À la place qu'elle occupait il se forme un gouffre effroyable, et tout ce qui l'environne s'y précipite⁶. »

⁶ *Hamlet*, acte III, scène VIII.

Dans son livre de *la Révolution*, M. Edgard Quinet a bien écrit de Louis XVI à ce point de vue-là. Il me suffirait d'en citer ces trois mots qui résument mon sentiment : « L'homme grandit, le chrétien se montra, et le prince fut perdu. »

L'infortuné monarque n'avait pas mis de bornes à ses concessions : deux décrets le trouvèrent inflexible et le firent entrer résolument dans la glorieuse voie de son martyr : l'un (sur le camp de vingt mille fédérés) contre le pouvoir ; l'autre (sur les prêtres insermentés) contre la foi. « Louis XVI, — dit M. Quinet sur la journée du 20 juin, — se refusa à toute concession devant les piques ; huit mille hommes en armes amassés autour de lui, et toute l'éloquence du boucher Legendre soutenu de ce cortège, n'obtinrent pas une promesse ni une espérance en ce qui touchait *les décrets*. Jamais Louis XVI ne fut plus roi *que ce jour-là*. On a toujours dit que le plus beau spectacle est celui d'une âme qui résiste à la violence du monde. Qui a donné ce spectacle si ce n'est Louis XVI, seul, sans autre abri que quatre grenadiers dans l'embrasure d'une fenêtre, tenant tête à un peuple entier prêt à l'écraser ? Ou ce que nous avons répété toute notre vie de la majesté de l'âme aux prises avec le plus fort n'est qu'un mot, ou il faut savoir reconnaître que Louis XVI fut ce jour-là plus grand que ce monde déchaîné contre lui et qui ne put lui arracher un désaveu. »

Les historiens révolutionnaires ont mal interprété le flegme apparent de Louis XVI dans les différentes scènes de sa passion. Ils ont pris pour je ne sais quelle apathie de tempérament ce qui était le sublime de la résignation. M. Edgard Quinet a mieux vu : « Je ne puis m'empêcher de croire, dit-il, que sa piété, qui était sincère, l'aidait à conserver ce calme. Il sentait son impuissance absolue et s'en remettait au Roi des rois. » — *Jesus autem tacebat*. — « Le Christ avait eu soif, et il avait bu sur sa croix. Ce fut un crime nouveau pour Louis XVI de laisser voir qu'il avait faim et soif, sous les yeux de la foule. Il mangea ; c'est ce qui lui a été le moins pardonné... Jamais plus grande paix au milieu d'une plus grande tragédie ; ce calme qu'on ne pouvait concevoir ajoutait à la haine. Était-ce un sage, un prêtre, un instituteur ? Le dernier homme du peuple peut apprendre de ce roi à bien mourir. » (T. I, p. 233, 277, 300.)

Aussi, avec lui, tombèrent et s'engouffrèrent toutes les supériorités et toutes les consécérations, je ne dis pas dans leur forme ou dans leur tempérament modifiables, mais dans leur principe et dans leur essence, — alors qu'en Angleterre la révolution se fit précisément au profit de l'aristocratie et de l'Église établie, et que la royauté en sortit avec moins de pouvoir, sans doute, mais non pas avec moins de respect : respect qui réagit, comme on le sait, par un deuil national qui dure encore, sur l'auguste victime de White-Hall.

Voilà ce qui distingue la Révolution française, non-seulement de la révolution anglaise, mais de toute révolution antérieure dans l'humanité, et ce qui en fait non pas une révolution, mais LA RÉVOLUTION, unique et sans pareille, comme étant la révolte poussée jusqu'à Dieu, d'où devait sortir toute révolte, et de toute révolte toute servitude.

Montesquieu, de qui on peut dire ce que lui-même a dit de Tacite, « qu'il abrégait tout parce qu'il voyait tout, » l'a prédite et caractérisée en deux mots : « De l'idée que Dieu n'est pas, a-t-il dit, suit l'idée de notre indépendance, et de l'idée de notre indépendance suit celle de notre révolte. »

C'est bien cela.

C'est l'idée de Dieu, en effet, qui nous fait comprendre et accepter l'idée de notre dépendance, et, par suite, de notre soumission dans son premier principe ; et sur cette idée se justifient et se règlent toutes les autres dépendances et soumissions secondaires par lesquelles nous nous tenons raisonnablement en société. Celles-ci ne sont au fond que cette première et unique dépendance dans son objet social. Par contre, de l'idée que Dieu n'est pas suit nécessairement l'idée de notre indépendance ; car « qui est comme Dieu ? » qui a droit si Dieu n'a pas droit ? que devient l'idée même de droit ? le droit ne subsiste plus faute de soutien ; ou plutôt il passe à l'indépendance et à la révolte contre qui-conque, voudrait se l'arroger, et la société se trouve en confusion

par cette même idée de droit qui devait la mettre en harmonie.

Mais ce que Montesquieu, poussant son raisonnement jusqu'au bout, aurait pu ajouter, c'est que, comme de l'idée que Dieu n'est pas suit l'idée de notre indépendance et de notre révolte, de notre révolte suit fatalement notre servitude. Car la société étant nécessaire, l'esprit de révolte se trouve aux prises avec cette nécessité pour lui tyrannique ; et alors il n'y a plus que deux alternatives, ou la revendication anarchique de notre indépendance, et c'est « la servitude agitée ; » ou son sacrifice, et c'est la servitude enchaînée.

Voilà la théorie de la Révolution, partant de l'athéisme et aboutissant à la servitude. Elle est ce qu'il y a de plus logique : tellement qu'on devinerait aujourd'hui son principe sur ses conséquences, comme Montesquieu indiquait ses conséquences sur son principe.

J'en ai dit assez pour me justifier d'avoir affirmé la Révolution. Je m'étonne d'avoir eu à le faire, et bien d'autres que moi s'en étonneront. Mais telles sont aujourd'hui les retraites de l'erreur, qu'on ne saurait trop lui opposer la lumière.

Du reste, — qu'on juge bien ma pensée et qu'on se mette à mon point de vue, — je n'entends pas récriminer en revenant sur le passé, ni rechercher les causes morales et le caractère providentiel de la Révolution comme instrument de justice et d'expiation, ce qui ne diminue en rien son caractère criminel. J'exerce un droit de défense sociale. Je prends le mal en lui-même et dans son cours. Je dis : cela est ainsi. Et, alors que la crise est suprême, j'ajoute que je ne comprends pas qu'on veuille encore jeter des voiles, qu'on me reproche « de dire tout haut ce que nous pensons tout bas, bien mieux, ce que nous avouons dans toute conversation où se rencontrent deux Français possédant le sentiment de l'histoire nationale et quelque peu soucieux des destinées futures de leur pays, » pour rappeler le langage de la *Revue des Deux Mondes*.

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| AVERTISSEMENT | 3 |
| PROLOGUE | 6 |
| CHAPITRE I — CRITIQUES DE L'ÉTAT SANS DIEU. — JUSTIFICATIONS ET EXPLICATIONS. | 10 |
| I. QU'EST-CE QUE LA RÉVOLUTION ? | 11 |
| II. EST-IL VRAI QUE L'ÉTAT SOIT ATHÉE, ET QUE CE SOIT LÀ LA MARQUE DE LA RÉVOLUTION..... | 16 |
| III. QUE CETTE MARQUE D'ATHÉISME SE RETROUVE À TOUS LES DEGRÉS DE LA RÉVOLUTION PARCE QU'ELLE EST DANS SON ESSENCE. — SA DIFFÉRENCE EN CELA DE LA RÉVOLUTION ANGLAISE. | 19 |
| IV. CE QU'IL FAUT DÉGAGER ET CE QU'IL FAUT COMBATTRE DANS CE QU'ON APPELLE LA RÉVOLUTION. | 26 |
| V. CE QUI FAIT LE PRESTIGE DE LA RÉVOLUTION. — DEUX 89 ASSOCIÉS ET OPPOSÉS. — MOT DE L'ÉNIGME. | 35 |
| VI. LE LIBÉRALISME : RÉSERVES ET DISTINCTIONS. — LE LIBÉRALISME POLITIQUE ET LE LIBÉRALISME DOGMATIQUE..... | 40 |
| VII. LA POLITIQUE DES PRINCIPES EST LA VRAIE POLITIQUE PRATIQUE DE CE TEMPS..... | 44 |
| CHAPITRE II — RAISONS DE CRAINDRE | 48 |
| I. UN VOYANT | 49 |
| II. CARACTÈRES DU MAL PRÉSENT | 64 |
| III. COMPLICITÉ SOCIALE | 73 |
| IV. LES DIVINITÉS MODERNES..... | 76 |
| V. LA QUESTION SOCIALE..... | 87 |
| CHAPITRE III — RAISONS D'ESPÉRER | 103 |
| I. RESSOURCES NATURELLES DE LA FRANCE..... | 105 |
| II. QUE NOUS NE SOMMES PAS ATTEINTS DE DÉCADENCE MAIS DE MALADIE..... | 108 |
| III. QUE NOUS AVONS LA VIE AU MILIEU DE NOUS..... | 112 |
| IV. QUE LA VIE A ÉTÉ REDONNÉE PLUSIEURS FOIS À LA FRANCE..... | 118 |
| V. QUE LA FOIN'EST PAS MORTE EN FRANCE. | 126 |
| VI. CE QUI A RETARDÉ LA RÉACTION ET CE QUI LA FERA ÉCLATER..... | 137 |
| CHAPITRE IV — MOYENS DE SALUT | 151 |
| I. RAPPELER DIEU AU GOUVERNAIL. | 154 |
| II. CATHOLICISME OU RÉVOLUTION. | 172 |
| III. LE CATHOLICISME ET L'ANCIEN RÉGIME..... | 180 |
| IV. LE CATHOLICISME ET LA QUESTION SOCIALE. | 188 |
| V. SOLUTION PRATIQUE DE LA QUESTION SOCIALE. | 196 |
| VI. LE CATHOLICISME ET LA QUESTION NATIONALE. | 208 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| CHAPITRE V — QUELLE PEUT ÊTRE AUJOURD’HUI EN FRANCE LA MEILLEURE FORME GOUVERNEMENTALE DE L’ORDRE CHRÉTIEN..... | 225 |
| I. PREMIÈRE CONDITION, L’AUTORITÉ..... | 227 |
| II. SECONDE CONDITION, L’ORDRE..... | 238 |
| III. TROISIÈME CONDITION, LA LIBERTÉ..... | 244 |
| IV. RÉPUBLIQUE. — CÉSARISME..... | 253 |
| V. MONARCHIE..... | 258 |
| VI. QUELLE MONARCHIE ?..... | 264 |
| VII. LA ROYAUTÉ NOUVELLE, SON DOUBLE OBJET : LA PAIX SOCIALE, LA DÉCENTRALISATION. | 272 |
| VIII. LA ROYAUTÉ NOUVELLE, CONDITION DE SON EXERCICE. | 281 |
| IX. QU’Y A-T-IL À FAIRE EN L’ÉTAT PRÉSENT DES CHOSES ? DERNIER CONSEIL..... | 290 |
| ÉPILOGUE..... | 297 |